

**SEANCE PLENIERE**  
**BILAN ET RECOMMANDATIONS**

# SEANCE PLENIERE

## Bilan et recommandations

### Objectifs :

1. faire le bilan de l'atelier (analyses, principales questions soulevées, difficultés rencontrées...) mais aussi faire l'analyse de son contenu et de son déroulement (points forts, points faibles...),
2. présenter des recommandations susceptibles d'aider les différents participants dans la conduite de leurs actions de création ou de rénovation de dispositifs de formation,
3. présenter des recommandations pour développer les collaborations à l'avenir.

**Président de séance : Martin WEISS (Pôle National de Coopération Internationale).**

### Intervenants :

- pour les organisations professionnelles agricoles : Baba NGOM, secrétaire général du Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux, Sénégal,
- pour les institutions de formation : Euloge AGBOSSOU, vice-doyen de la Faculté des Sciences Agronomiques de Cotonou, Bénin,
- pour les institutions bi latérales: Andrea BAHM, Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) et Philippe DIERICKX, Agence Française de Développement,
- pour les institutions multilatérales : Christian FAULIAU (Banque mondiale).

## Pour les organisations professionnelles agricoles

**Baba NGOM**

**Secrétaire Général du Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux, Sénégal**

Les organisations professionnelles agricoles présentes à cet atelier apprécient hautement sa tenue. Dans nos différents pays, la population rurale représente 65 à 80 % des habitants. C'est en son sein que l'analphabétisme et la pauvreté sont plus marqués (+ 60 %). Cette population rurale s'active dans le secteur agricole en général (agriculture, élevage, pêche, foresterie, avec à la clef des techniques et moyens rudimentaires et limités).

C'est dire toute l'importance que nous attachons à la présente rencontre.

Elle bénéficie de tout notre soutien.

En mettant ensemble tous les acteurs présents, l'atelier instaure désormais les conditions d'un dialogue fécond autour d'une question essentielle : la formation de masse. Avec l'ignorance, les masses africaines sont assises sur des trésors insoupçonnés. Il s'agit pour nous d'une opportunité à saisir (mesure d'accompagnement).

Toutefois, nous relevons la sous-représentation des organisations de producteurs agricoles à cet atelier. Elles auraient à notre avis enrichi les discussions.

Voici quelques recommandations de notre part :

- les organisations professionnelles recommandent qu'à l'avenir elles soient plus et mieux représentées,
- la démarche participative favorisera l'appropriation pour tous les acteurs du processus enclenché,
- il est souhaitable de susciter des alliances entre organisations professionnelles et Etat ; grâce à la complicité du bureau de la formation professionnelle et agricole, les organisations professionnelles sénégalaises sont présentes ici ; nous remercions l'Etat sénégalais pour ce faire,
- à partir de cet atelier, il faut maintenir la flamme par des moyens techniques existants. Les organisations professionnelles d'Afrique de l'Ouest disposent d'un réseau de producteurs, dont le siège se trouve ici à Ouagadougou. Il convient de prendre contact avec lui pour à toutes fins utiles pour créer une synergie,
- par rapport à l'enjeu en question, les organisations professionnelles auraient bien souhaité bénéficier d'un appui pour se retrouver et discuter dans les meilleurs délais.

Merci aux initiateurs, aux organisations d'appui et aux coopérations bilatérales (coopération française, coopération suisse, GTZ...).

## **Pour les institutions de formation**

### **Euloge AGBOSSOU**

#### **Vice-doyen de la Faculté des Sciences Agronomiques de Cotonou, Bénin**

Le déroulement de l'atelier a débuté par une clarification du concept de formation de masse comme outil du développement du secteur agricole. La formation professionnelle de masse vise à renforcer la capacité des agriculteurs actuels, mais aussi à assurer les formations des cohortes de jeunes pour lesquels il convient de mettre en place des filières différentes, complémentaires, qu'il s'agisse de formations du type des Centres des Métiers Ruraux, des Centres Ruraux d'Education et de Formation, des champs écoles... Dans ces différents cas, la mise en place des formations professionnelles nécessite un accompagnement.

Dans la rédaction des objectifs de politique agricole et de formation professionnelle agricole, comme dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale, il faut souligner la nécessaire adaptation à chaque pays, en définissant à chaque fois les objectifs pour le pays, les enjeux, la finalité, et les différents types d'acteurs concernés.

La réussite de la SNFAR passe par :

- une loi d'orientation de la politique agricole nationale,
- une volonté politique affirmée,
- la mobilisation et la participation de tous les acteurs concernés par le développement rural,
- l'appui des partenaires de la coopération bi et multilatérale,
- la budgétisation du soutien financier par nos Etats,
- la participation des bénéficiaires,
- l'implication totale des cadres de l'administration agricole.

Cela exige également une meilleure représentation des organisations professionnelles au niveau national dans les organes de consultation et de décision ainsi qu'une alliance entre les organisations professionnelles. Cela exige aussi le renforcement des capacités des membres du Comité de pilotage ou du Secrétariat Technique de la SNFAR.

Enfin, il est nécessaire d'assurer la capitalisation des expériences qui doivent être disponibles pour l'ensemble des acteurs concernés.

## **Pour les institutions bi latérales**

**Andrea BAHM**

### **Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)**

#### **Bilan : points forts retenus.**

- des initiatives nationales diverses doivent être à l'origine d'une politique nationale sur la formation agricole,
- il doit exister une volonté politique des autorités,
- il s'agit d'un processus de concertation des différents acteurs (Organisations professionnelles, état, collectivités locales, secteur privé),
- ce processus doit être coordonné/piloté par une structure légitimée,
- un dispositif pérenne, surtout un dispositif de financement est à mettre en place,
- les bailleurs viennent en appui à ce programme national,
- les PTF doivent poursuivre une harmonisation d'approche et une coordination de leurs actions en faveur de la stratégie nationale :
  1. mise en cohérence des interventions,
  2. complémentarité et fédération des efforts,
  3. contribution financière (basket funding ?).
- au niveau régional :
  1. planification et mise en œuvre concertée de la formation agricole (organisations professionnelles, Etat, collectivités locales, secteur privé),
  2. appui pour la construction de la demande :
    - recensement des besoins en formation,
    - identification et définition des priorités pour le développement agricole (éventuellement par les Chambres Régionales de l'Agriculture).
- formation/accompagnement des prestataires « on the job training »,
- appui à l'émergence d'un secteur privé de formation agricole, par exemple consortium des institutions de formation,
- niveau local : éveiller les organisations professionnelles à prendre la responsabilité par rapport aux besoins en formation et leur contribution financière,
- identifier et cibler la formation : la GTZ à travers le PDA a fait un choix : les petits exploitants dans les filières,
- expérimenter des méthodes de formation différentes : le PDA a fait un choix : formation continue non formelle, approche BUS, les entrepreneurs forment les entrepreneurs,

- la capitalisation des expériences et des outils expérimentés est importante pour l'enrichissement et l'orientation de la stratégie au niveau national,
- la mise en réseau des acteurs de la formation pour un meilleur échange des expériences.

#### **Recommandations :**

1. la GTZ à travers le PDA se propose de présenter la formation agricole au Burkina Faso comme un cas pilote pour pratiquer et expérimenter une meilleure harmonisation des actions des différents PTF (GDPRD, Déclaration de Paris),
2. la GTZ à travers le PDA cible son approche de formation sur l'agriculture commerciale (orienté vers le marché), puis fait la capitalisation et met des résultats à la disposition de tous les acteurs pour enrichir les politiques et stratégies dans le domaine.

### **Pour les institutions bi latérales**

**Philippe DIERICKX**

**Agence Française de Développement**

Parmi les sept points que j'avais relevés je n'en garderai que deux : ceux qu'il me semble important à retenir du point de vue méthodologique. Ce sont des points qui ont été abordés durant les ateliers et qui n'ont pas forcément été repris dans les comptes-rendus des travaux.

**1/** Pour bâtir une politique agricole et concevoir un dispositif de formation de masse, il est nécessaire de connaître la **dynamique de la société rurale** à laquelle on a affaire, dans toute sa variété et en tenant compte :

- des dynamiques techniques et commerciales,
- des dynamiques sociales et tout particulièrement foncières,
- de la dynamique des populations, c'est à dire de la démographie, certes, mais surtout des mouvements des populations.

Ces analyses sont nécessaires pour déceler les tendances lourdes qui vont faire l'avenir et pour être en mesure d'élaborer des scénarii d'évolution de l'agriculture, de sa place dans l'économie et de l'évolution de la société rurale.

A ce propos, je voudrais préciser que, contrairement à ce que j'ai entendu quelques fois au cours de cet atelier, la population rurale ne va pas diminuer. La population urbaine va continuer à croître fortement dans les pays d'Afrique subsaharienne, dans les capitales et aussi dans les bourgs ruraux. Mais les populations rurales vont continuer d'augmenter, certes plus lentement, pour atteindre une stabilisation dans 30 ou 40 ans. C'est du moins ce que montrent les travaux récents.

Enfin, je voudrais signaler qu'un tel travail d'analyse des métiers, de la dynamique d'évolution de l'agriculture et de ses conséquences sur les besoins en formation a été réalisée au Cambodge en 2000-2001 par deux études, l'une réalisée dans le cadre d'un projet financé par l'AFD et l'autre dans le cadre d'un projet financé par la Banque Mondiale.

**2/** Il est nécessaire de développer **une analyse économique spécifique** aux actions de formation rurales qui permette :

- d'identifier les différents bénéficiaires directs et indirects de ces formations et de chiffrer le bénéfice qu'ils en tirent,
- de procéder à une analyse fine des coûts.
- une évaluation et une simulation de la « non-formation » : que se passerait-il si l'on ne faisait rien, quel en serait le coût économique et social ?

**Pour les institutions multilatérales**  
**Christian FAULIAU**  
**Senior économiste, Banque mondiale**

Je voudrais d'abord rendre publiquement hommage aux membres des équipes de Côte d'Ivoire, du Mali, du Sénégal, du Bénin et du Burkina Faso pour avoir, souvent dans des conditions difficiles, promu la renaissance de la SNFAR incluant la formation de masse.

Je voudrais aussi rappeler que ce séminaire n'a pu avoir lieu que grâce à la convergence des efforts de tous les partenaires au développement y compris de ceux basés dans les pays.

L'apport actif des coopérations Sénégal-Suisse, allemande, française et celle de l'AIF aux réflexions de ce séminaire ont aussi fait la démonstration que l'engagement de ces différents partenaires au développement est important.

Le contenu de l'exposé en début des travaux de l'Ambassadeur de France soulignant le caractère officiel de la prise en compte de la formation agricole et rurale de masse confirme à tous les responsables nationaux que la coopération française sera un partenaire engagé dans l'appui au SNFAR. C'est important.

Quant à l'engagement de la GTZ dans la définition et appui à l'implantation des CMR ou RFR nous la savons très forte et la présence de leurs représentants ici l'a confirmée. C'est aussi un encouragement fort.

Pour ce qui concerne le séminaire, il a atteint ses objectifs. Les expériences et les idées ont été largement présentées et débattues. Il a surtout permis de mettre en évidence les éléments suivants :

- L'information sur ce qui a déjà été fait est extrêmement faible et peu partagée.
- La formation agricole et rurale de masse a certes été tentée dans beaucoup de pays, mais soyons réalistes, elle a échoué. Bien sûr, il y a eu l'impact négatif des ajustements structurels mais nous savons tous que ce n'est pas la seule explication. Le partage, synthétisé des causes des échecs, avec l'identification claire des contraintes auxquelles les réponses ont été inadaptées serait certainement utile à ceux qui se lancent dans la promotion et installation des SNFAR.
- La connaissance, la compréhension de tous les éléments d'une Formation Agricole et Rurale de Masse avec toutes ses implications est encore très faible chez la plupart des participants à ce séminaire. Et c'est normal, les SNFAR en sont à leur début. Mais cela veut aussi dire qu'il y a une extrême urgence à informer et former les acteurs de ces dispositifs. Renforcer ceux existants et permettre à l'enthousiasme de nos collègues pour ne citer que Madagascar, la Guinée, le Tchad, le Cameroun, la Centre Afrique soit alimenté dès le départ par un maximum d'information adaptée.
- La voix des organisations professionnelles est encore faible, trop faible alors qu'elles représentent les principaux bénéficiaires. Il est important, stratégique, urgent, de supporter le ROPPA et les OP dans chaque pays pour que leur réflexion sur la formation de masse soit plus structurée et plus forte.

**L'avenir.**

Les SNFAR sont et doivent être des stratégies nationales, africaines, propres à chaque pays, les cadres nationaux en sont les leaders, elles doivent être supportées par les politiques africaines sous régionales comme l'UEMOA, la CEDEAO et le ROPPA et les politiques africaines continentales le l'Union Africaine et du NEPAD. Bien entendu les coopérations bi et multi latérales doivent s'inscrire dans ces cadres maintenant incontournables. Je dois d'ailleurs constater que nous n'avons pas su, pas pu avoir ici les institutions africaines comme la BAD et l'UEMOA alors que le siège même de cette dernière est ici. C'est regrettable et ne devrait pas se renouveler.

### **La Banque mondiale.**

Il n'y a pas de « projet Banque mondiale », il y a des projets nationaux pour lesquels vos gouvernements empruntent de l'argent à la Banque mondiale pour accroître leurs capacités budgétaires immédiates. Ce sont des projets nationaux financés par un budget national. Vos premiers interlocuteurs sont donc vos responsables nationaux que vous devez convaincre en particulier agriculture et finance.

Pour la Banque votre premier interlocuteur est le responsable du développement rural au bureau de la Banque mondiale dans votre pays. Vous devez le rencontrer défendre votre SNFAR voir avec lui dans quels programmes elle pourrait s'inscrire. Vous serez d'autant plus fort que vous aurez avec vous l'appui de votre ministère de l'Agriculture et celui des Finances.

Il faut se battre pour les SNFAR. La formation agricole et rurale de masse n'est pas encore une priorité affichée de la Banque mondiale. Mais le renforcement des capacités en est une c'est à vous d'y faire inclure les SNFAR.

Pour conclure, je vous garantis que Pierre DEBOUVRY et moi, certes nouveaux retraités, mais toujours compagnons du développement des pays du sud, plus indépendants que jamais, nous vous apporterons, si vous le sollicitez, de manière formelle ou informelle, tout l'appui nécessaire pour que vos SNFAR nationales soient soutenues par la plus grandes diversités des partenaires correspondant à vos besoins techniques et financiers.